

## Notes de lecture

**Geneviève Pruvost – *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance***

2021, Paris, La Découverte, 394 p.

En réponse aux aspirations d'un changement radical de société émanant des critiques du capitalisme et de la modernité industrielle, *Quotidien politique* investit l'option politique qui consiste à promouvoir la quotidienneté comme terrain de lutte. L'ampleur des problèmes embrassés (inégalités sociales inextricablement locales et globales ainsi que dévastations écologiques perpétrées par les sociétés capitalistes avancées) ne plaide pas à première vue pour un tel cadrage, mais l'objet du livre est précisément de montrer que la fabrique du quotidien est un formidable levier d'action, proposé entre autres par des écoféministes dès les années 1970.

L'ouvrage se distingue par une méthodologie originale qui lui donne une tonalité singulière, empruntant les chemins des théories classiques ou dissidentes de sociologie et de philosophie politiques tout en rendant « femmage » aux manières de faire étudiées : alors qu'il est issu d'une enquête ethnographique de dix ans sur les alternatives rurales, proches de la nébuleuse écolo-libertaire et articulées à une politisation des modes de vie, Geneviève Pruvost a choisi de consacrer ce livre au versant théorique de ses recherches, pour réserver à un prochain *opus* les résultats empiriques. Troquant largement le terrain des ethnologues pour celui des philosophes, les lectures, elle nous

livre donc ici une « enquête intellectuelle » (p. 200) guidée par des observations de longue durée.

Les deux premiers chapitres posent un certain nombre de jalons préparant l'articulation inusitée de thématiques disparates : moins écologie, féminisme et subsistance à ce stade, que vie quotidienne, systèmes techniques, démocratie, système des professions, société de consommation et capitalisme industriel. Le premier chapitre s'attache à montrer les vertus théoriques et pratiques d'une critique de la quotidienneté, à partir d'une discussion des travaux de Michel de Certeau et d'Henri Lefebvre. Non seulement la « quotidienneté critique » appelle à rouvrir des dossiers habituellement laissés clos, bien qu'ils s'entassent sous nos yeux – notamment la chaîne d'approvisionnement des moyens de subsistance ordinaires renvoyant à la division internationale du travail, propre aux superstructures industrialo-capitalistes –, mais de plus ces interrogations pointues sur la vie courante, autrement dit sur des activités que chacun·e de nous réalise incessamment, livrent une prise pour l'action politique, illustrée par les modes de vie alternatifs rencontrés : l'aménagement du quotidien. Le deuxième chapitre s'appuie entre autres sur Émile Durkheim, John Dewey et Ivan Illich. Il retrace l'essor du capitalisme et considère le processus de délégation de la production à des experts, à la fois anonymes, remplaçables et aux savoirs standardisés, comme l'une de ses conditions de possibilité. Voilà qui prépare le terrain pour aborder la question de la division du travail à l'aune d'une critique des attachements et ajustements empêchés à un milieu de vie.

C'est alors que le caractère écoféministe de l'ouvrage s'éclaire dans les deux chapitres suivants, passionnants. L'autrice qualifie de « féminisme de la subsistance » les travaux, des années 1970-1990 pour la plupart, qui croisent genre et perspective de subsistance (tels que ceux de Maria Mies, Claudia von Werlhof, Silvia Federici, Vandana Shiva ou Françoise d'Eaubonne). Une telle approche se caractérise par le choix méthodologique « de mettre en évidence le caractère crucial de la place faite à la subsistance pour penser l'organisation des sociétés humaines (p. 98-99) », sachant que le genre est central dans cette affaire. Poursuivant une ligne

marxiste hétérodoxe et retrouvant des anthropologues anarchistes comme Pierre Clastres ou Marshall Sahlins, les féministes de la subsistance ont revisité deux tournants historiques majeurs de l'humanité, respectivement le passage des sociétés de chasseur·es-cueilleur·es aux sociétés agricoles sédentaires avec élevage (chapitre trois), et la naissance du capitalisme (chapitre quatre). L'hypothèse de sociétés matrilineaires égalitaires est par exemple avancée dans le premier cas, le confort appareillé de la société de consommation est imputé au colonialisme et au travail domestique féminin dans le second, plutôt qu'à la productivité industrielle et au salariat.

La force de Pruvost est de nous montrer tout l'intérêt de ces contre-récits, que l'institution académique nous a appris à mépriser. Leur pertinence ne réside pas tant dans les faits positifs qu'ils établissent, que dans la démarche des récits hégémoniques qu'ils interpellent. Relativement au néolithique par exemple, pourquoi l'hypothèse égalitaire n'a pas été retenue, pas même par les féministes qui se focalisent sur l'oppression plutôt que sur la puissance d'agir des femmes, alors que scientifiquement rien ne l'interdit ? Que produisent ces choix de recherche arbitraires ? À l'inverse, qu'est-ce que de tels cadrages nous empêchent de penser, d'imaginer, de prévoir et de faire ? La démarche des savoirs situés mise en œuvre par ces écoféministes permet de questionner le récit linéaire du progrès au point d'opérer une conversion du regard : loin que les sociétés de subsistance apparaissent prémodernes ou arriérées, ce sont les sociétés capitalistes qui se révèlent anti-subsistance (p. 166). La connaissance en ressort étoffée et l'action gagne un champ des possibles élargi.

Partant du principe selon lequel « Le travail domestique d'une femme moderne est aussi radicalement nouveau que le travail salarié de son mari » (Illich, *Le travail fantôme* [1981], cité p. 143), le cinquième chapitre expose la « reconceptualisation de l'emprise capitaliste (p. 167) » sous l'angle du processus de « *housewifization* », telle que la proposent les féministes de la subsistance. Ce faisant, il discute les théories féministes matérialistes et introduit des débats des années 1980 relativement méconnus en France, autour du salaire ménager. Le travail de redescription qu'apporte la perspective de la

subsistance prend alors tout son sens, puisqu'il permet de requalifier le travail domestique contemporain « comme un travail qui a perdu de sa substance [la substance de la subsistance] » et qui est réduit à de la consommation. Il prend ainsi le contre-pied de l'analyse de Christine Delphy – qui argue d'une universalité homogène de l'exploitation domestique des femmes – car le travail de consommation qui leur est dévolu dans les sociétés industrielles est spécifique. Il est le pendant d'une destruction systématique des activités vivrières par le capitalisme, qui sape toute autonomie vernaculaire et son corollaire, le soin apporté aux milieux de vie par les paysannes, les artisanes, les peuples autochtones.

Historiquement, le travail de subsistance n'est pas nécessairement domestique, ni aliénant, ni féminin. Or, dans le cadre de l'économie globalisée, force est de constater justement que la marche forcée du développement aux dépens de la subsistance concerne le Nord global comme le Sud global, et instaure la figure de la femme au foyer comme horizon commun de toutes et tous au XXI<sup>e</sup> siècle, emblème d'un travail dévoué et gratuit, à la fois irremplaçable pour le fonctionnement économique du capitalisme et entièrement dépendant de la production industrielle.

Après la critique des processus de captation du vivant par le capitalisme, les trois derniers chapitres appréhendent des propositions pour vivre autrement. Le chapitre six explore théoriquement différents programmes de relocalisation radicale de la subsistance – entre subsistance autochtone, écologie sociale et municipalisme libertaire, biorégionalisme –, tout en se méfiant des risques inhérents à la territorialisation, véhicule potentiel de repli sur soi et d'exclusion d'autrui. Mais les communautés vicinales promues tablent au contraire sur l'entraide et l'interdépendance économique à l'œuvre pour créer un sens du commun chez toutes les personnes impliquées, qu'elles soient de passage ou qu'elles s'installent durablement, postulant que « le travail de subsistance peut engendrer des relations sociales susceptibles de recréer le sens de la communauté » (p. 238). Le chapitre sept rend compte d'une multiplicité de pratiques de subsistance observées par l'autrice, c'est-à-dire de modes de vie en transition de la part de personnes

cherchant à « retrouver un rapport de subsistance à la nature », tout en vivant dans notre époque, tandis que le dernier chapitre prolonge des réflexions sur la matérialité du monde et ses implications politiques.

Le propos est dense et touffu, mais le soin apporté aux transitions dans l'écriture permet de suivre l'auteur dans la richesse de son cheminement. On se demande au début si les détours par de nombreux classiques masculins de la sociologie n'ont pas vocation à crédibiliser son objet, même si des annexes dédiées à des figures écoféministes contrebalancent en partie ces sources d'inspiration. On peut regretter que la perspective *queer* soit évincée, et avec elle la question de l'hétéro-normativité au sein des communautés néorurales, de même que l'on pourrait s'attendre à une historicisation de la nature plus approfondie, notamment dans le dernier chapitre. Mais l'ouvrage livre au final une synthèse originale, ambitieuse et enthousiasmante d'un *corpus* rarement mobilisé dans les débats récents sur l'écoféminisme, et pourtant crucial. Sur le fond, la thèse est convaincante : si la vie quotidienne est appréhendée comme une fabrique, alors on peut effectivement comparer ses modes de fabrication à partir de leurs implications structurelles et de ce qu'ils donnent à vivre. De plus, l'exploitation des théories classiques, de même que la teneur académique du propos, se révèlent au service d'une attention suivie aux objections traditionnelles que l'on adresse non seulement aux écoféminismes, mais aussi aux pensées de la décroissance (essentialisation du féminin, entre-soi communautaire, roman-tisation des mondes prémodernes, sous-développement). La puissance des réponses théoriques et pratiques apportées par les alternatives considérées en ressort alors avec plus de netteté. Nul doute que grâce à ces dialogues fructueux, cet ouvrage contribuera à installer le thème de l'écoféminisme dans le paysage académique français et, qui sait, à susciter des vocations pour d'autres formes de vie et d'organisation politique.

**Claire Grino**

Philosophie, Université de Genève  
Institut des Études Genre

**Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen – *La Subsistance. Une perspective écoféministe*, traduction Annie Gouilleux et Chloé Pierre**

2022, La Lenteur, 352 p.

*La subsistance. Une perspective écoféministe* est la traduction de l'édition anglaise (1999) de l'ouvrage de Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen, originellement paru en 1997 en allemand et enrichi. Ce livre, émanation de « l'école de Bielefeld »<sup>1</sup>, témoigne d'une orientation spécifique du féminisme marxiste, articulé à l'écologie et au postcolonialisme, ainsi que de l'écoféminisme dont les autrices se revendiqueront dans la suite des travaux de Carolyn Merchant<sup>2</sup>. Dans cette œuvre qui synthétise leurs recherches depuis les années 1970, les sociologues défendent la « perspective de la subsistance » à partir d'une réévaluation des économies paysannes qui assurent aux communautés et, particulièrement, aux femmes une souveraineté alimentaire soutenable, au fondement de leur autonomie. Le livre s'appuie sur le travail de terrain des deux chercheuses, en Inde pour Maria Mies et au Mexique pour Veronika Bennholdt-Thomsen, ainsi que sur de nombreux travaux en sciences sociales et témoignages qui illustrent la « guerre contre la subsistance » (p. 51) ainsi que les différentes formes de résistances qui lui ont été opposées, notamment dans les Suds. C'est une œuvre ample, à la fois sociologique et économique, qui propose des voies pour un changement social à partir d'analyses tantôt très larges (l'économie-monde depuis 1945), tantôt très fines par le biais d'études de cas.

Dans le premier chapitre, les autrices présentent la généalogie de leur approche ainsi que ses premières réceptions. Conceptualisant la subsistance, elles montrent ensuite comment « tout ce qui est en lien avec la création et la préservation immédiate de la vie a été dévalorisé », et celles et ceux qui, méprisés·es, effectuent ces « activités vitales » (p. 51). Ce renversement de la perception sociale de la subsistance,

---

<sup>1</sup> Claudia Von Werlhof est également représentante de cette école.

<sup>2</sup> Voir Merchant (2021 [1980]). *La mort de la nature*. Marseille, Wild Project.

historiquement situé et relativement récent, va de pair avec l'illusion que ce sont l'argent et le capital qui « cré[ent] et entret[ien]ent la vie » (p. 54) dans le cadre du marché de consommation.

Dans le chapitre Deux, les autrices analysent les conditions de possibilité de la mondialisation économique néolibérale incarnée dans les institutions internationales ainsi que ses conséquences : le « progrès » des un·es ne peut se faire qu'aux dépens de ce qu'elles nomment les « colonies de l'homme blanc » (p. 77). Le concept de *housewifization*<sup>3</sup>, forgé à partir de la redéfinition de la division du travail dans le patriarcat moderne, permet de décrire cette active dés-économisation du travail des femmes, de la nature, des peuples et territoires colonisés, structurellement nécessaire à l'accumulation. Les autrices contestent enfin les présupposés idéologiques du capitalisme, à l'origine de « gouffres » (p. 67) que les États-providence sont de plus en plus impuissants à combler.

Dans le troisième chapitre, les autrices se concentrent sur l'agriculture, au centre de leur approche. Là où le modèle industriel intensif orienté vers l'exportation aboutit à la destruction des sols, à la faim et à une perte d'indépendance pour les femmes, elles montrent, en dialoguant avec les *peasant studies*, comment une agriculture paysanne diversifiée et régionalisée peut être source d'abondance et de liberté.

Dans le chapitre 4, s'inscrivant dans la lignée des travaux de Karl Polanyi<sup>4</sup>, les autrices critiquent la naturalisation du marché comme nécessairement orienté vers la maximisation des profits, reflet de l'idéologie patriarcale. Elles montrent comment d'autres formes d'échange économique sont possibles : à Juchitán par exemple (société matrifocale au Mexique), les femmes sont au centre d'un « commerce de subsistance » (p. 224), régi par la satisfaction des besoins élémentaires et la réciprocité.

Les autrices poursuivent sur la question des villes (chapitre 5), dont la relation avec les campagnes est définie comme « para-

---

<sup>3</sup> Littéralement « femme-au-foyerisation » traduisible par « ménagérification » ou « domestication du travail des femmes » (p. 80).

<sup>4</sup> Voir Karl Polanyi (1983 [1944]). *La grande transformation*. Paris, Gallimard.

sitaire » (p. 242). Il est dès lors nécessaire de mettre en place une « économie de subsistance urbaine » (p. 244), dont les autrices trouvent des germes dans les coopératives d'auto-alimentation ou dans diverses initiatives de jardinage urbain.

Le chapitre 6 s'intéresse aux communs, dont la privatisation, calquée à nouveau sur le modèle de l'*housewifization*, connaît une nouvelle phase depuis l'avènement des biotechnologies. À l'opposé des « biens communs mondiaux » et en critiquant l'analyse de Garrett Hardin<sup>5</sup>, les autrices plaident pour la nécessité de défendre et d'inventer de nouveaux communs inscrits dans des communautés, où peut se développer le sens de la responsabilité dans une « économie morale de subsistance » (p. 288).

Les sociologues s'intéressent ensuite au régime du salariat (chapitre 7), défini comme une conception réductionniste du travail, pourtant largement intériorisée. Ce rapport de travail sert l'idéologie patriarcale, en ce que tout ce qui relève de la nécessaire reproduction des cycles de la vie n'est pas pris en charge<sup>6</sup> et s'apparente, en dernier ressort, à un moyen de contrôle.

Le chapitre 8 revient sur la dépolitisation du mouvement féministe des années 1970, accentué par le choix de certaines militantes de s'intégrer aux structures de pouvoir. En critiquant vivement ce qu'elles nomment le « féminisme postmoderne », elles plaident pour une perspective émancipatrice valable pour toutes, orientée vers le respect pour la symbolique de la « mère-matière »<sup>7</sup> (p. 366) et la solidarité internationale.

---

<sup>5</sup> Voir Hardin (2018 [1968]). *La tragédie des communs*. Paris, PUF.

<sup>6</sup> Si le capitalisme touche ici à sa contradiction inhérente, car il a besoin de ressources qu'il ne peut régénérer, les autrices avancent, en prolongeant les analyses de Rosa Luxembourg, que cette contradiction est dépassée par un constant « phénomène de naturalisation » (p. 327) de la main-d'œuvre des populations les plus précaires.

<sup>7</sup> Les autrices se défendent ici de la critique d'essentialisme habituellement adressée aux écoféministes en pointant que si, pour elles, on ne peut séparer les femmes de leur capacité à enfanter, on ne peut pas non plus les y réduire (p. 348-349).

Enfin, l'ouvrage se clôt sur une défense de la dimension politique de leur perspective (chapitre 9). Les autrices prennent position, à partir du cas des Palaos (archipel du Pacifique), pour « la politique des champs de taros » (p. 385), c'est-à-dire non séparée du travail et de la quotidienneté, fondée sur l'autogouvernement, et donnant prise à la résistance.

Contre les hypothèses du solutionnisme technologique ou du « développement de rattrapage » (p. 32), les autrices en appellent donc à un changement non seulement économique, mais également politique, moral, culturel et social, dont la clef de voûte réside dans la réappropriation collective des moyens de subsistance, indépendamment du sexe et de la classe sociale. Cette option<sup>8</sup>, pourtant toujours d'actualité, est restée très marginale dans les champs féministes européen et états-unien, où l'assignation des femmes à la (re)production de la vie a fait l'objet de critiques concurrentes (par exemple autour de la définition du travail domestique ou reproductif entre matérialistes et marxistes) rarement doublées d'un geste de réappropriation. C'est à la faveur de la redécouverte récente des écoféminismes et de l'accentuation des problématiques écologiques<sup>9</sup> que ce « document historique » (p. 7) fait son entrée dans le paysage français, laissant envisager des dialogues féconds entre études de genre, environnementales et postcoloniales.

**Henriette Laure**

Sociologie, EHESS

Centre d'étude des mouvements sociaux

---

<sup>8</sup> Geneviève Pruvost agrège dans la catégorie « féminisme de la subsistance » quelques autres figures : voir Geneviève Pruvost (2021). *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*. Paris, La découverte, p. 91.

<sup>9</sup> Les éditions La Lenteur qui publient cette traduction sont spécialisées dans les textes anti-industriels et techno-critiques.

**Véronique Blanchard – *Vagabondes, Voleuses, Vicieuses. Adolescentes sous contrôle de la Libération à la libération sexuelle***

2019, Paris, Éditions François Bourin, 324 p.

*Vagabondes, voleuses, vicieuses* interroge la construction sociale de la déviance féminine au second XX<sup>e</sup> siècle, plus précisément en région parisienne dans les années qui suivent la Libération. En se fondant sur des dossiers de justice du tribunal de la Seine, l'historienne Véronique Blanchard étudie les normes de genre qui pèsent sur les adolescentes d'après-guerre. Elle défend l'hypothèse d'une réaction différenciée de la société face aux comportements des jeunes filles et des jeunes garçons et, partant de là, d'un traitement genré de la déviance juvénile par l'institution judiciaire. En outre, l'historienne revendique une démarche « du côté des adolescentes » (p. 15), plaçant les jeunes filles judiciairisées au centre de l'enquête. La période étudiée (entre 1945 et 1958) permet de comprendre la manière dont s'organise la justice des mineur·es à la suite de la proclamation de l'ordonnance de 1945 qui instaure la fonction de juge des enfants.

Il importe pour commencer de souligner la richesse des dossiers personnels sur lesquels prend appui la recherche. Composés de documents divers – enquête sociale, lettre des parents, suivi médical, écrits des jeunes filles elles-mêmes, annotations des juges... –, ils permettent à la fois d'étudier les savoirs mobilisés et construits autour de la jeunesse dite « déviante », les discours des experts et des familles à propos des conduites des « mauvaises filles » ; au-delà de ça, ils laissent entendre la voix des premières concernées, en particulier à propos d'elles-mêmes et de leur prise en charge. Cette source principale est complétée par les archives produites dans le cadre de « l'observation » au centre de Chevilly-Larue dans le Val-de-Marne (essentiellement des dossiers individuels de pensionnaires composés de notes quotidiennes, d'exams médicaux, d'expertises psychiatriques...), mais aussi par des témoignages oraux, des écrits contemporains de psychiatres, de juges, ainsi que des extraits issus de la presse et de la littérature de l'époque.

L'ouvrage se découpe en cinq chapitres. Les deux premiers se concentrent sur le contexte de vie des filles judiciairisées (logement, loisirs et famille). Les trois chapitres suivants portent sur trois figures de « mauvaises filles ». Bien que les motifs qui amènent ces adolescentes devant la justice s'entremêlent et se superposent, l'historienne décide, dans un effort de clarification, de les distinguer en trois grandes catégories qui donnent son titre au livre : la voleuse, la vagabonde et la vicieuse.

Véronique Blanchard montre pour commencer que les « mauvaises filles » sont pour une grande majorité issues de milieux populaires. La croissance démographique de la capitale après la guerre amplifie les problèmes de mal-logement, de promiscuité et d'insalubrité dans les quartiers les plus pauvres. Les enquêtes menées par les assistantes sociales font entrer les lecteur·trices dans les logements étriqués, souvent qualifiés de « taudis » et les garnis où résident ces adolescentes. La taille et le surpeuplement des logements expliquent, d'après l'historienne, le mouvement vers l'extérieur de ces jeunes à la recherche de distractions. C'est une véritable cartographie des loisirs populaires qui se dessine alors. Les filles sortent, elles se retrouvent dans les cinémas, dans les bals populaires, mais aussi dans les caves et les cafés. La justice ne voit pas d'un bon œil cette présence audacieuse dans l'espace public, pourtant acceptée pour les garçons.

Par ailleurs, les familles des « mauvaises filles » sont considérées comme des éléments à charge, contribuant aux mauvaises conduites de leurs enfants. Le contexte d'après-guerre marque certainement les organisations familiales : père absent, famille nombreuse, mère qui travaille à l'extérieur du foyer, etc. C'est d'ailleurs précisément sur les mères que le regard des assistantes sociales et des juges est le plus réprobateur : leur capacité à tenir leur foyer et l'attention apportée à leurs enfants sont scrutées et critiquées. Les experts (médecins, juges...) parlent de familles « dissociées », là où l'historienne ne note pas de différences fondamentales avec les familles populaires en général.

La recherche plonge ensuite dans la multiplicité des situations qui mènent les jeunes filles devant la justice. Véronique Blanchard porte son regard au-delà des statistiques judiciaires pour comprendre ce qui leur est reproché. Bien que les jeunes filles soient minoritaires parmi les populations judiciairisées, elles sont surreprésentées dans certaines catégories telles que celle des outrages à la pudeur. Certaines conduites, bien que non criminalisées, font tout de même l'objet d'une attention particulière de la part de la justice. Le cas des « vols prétextes » est ici éclairant : peu réprimés, les vols servent pourtant de porte d'entrée pour entamer, en parallèle du suivi pénal, une procédure au civil sous le motif de la protection en vagabondage et commander ainsi une enquête sur la jeune fille, sa famille, ses habitudes et ses fréquentations. Le volet civil prend alors largement le dessus sur la procédure et mène plus d'une jeune fille vers les centres d'observation et les institutions d'enfermement.

Véronique Blanchard insiste sur le flou des catégories pénales qui permet au juge des enfants de disposer d'une marge de manœuvre élargie pour intervenir dans différents types de situation. Seulement un tiers des adolescentes qui font l'objet d'une protection en vagabondage correspondent ainsi aux caractéristiques juridiques de cette appellation, à savoir le fait d'être sans toit et sans ressource. Pour la plupart, ce sont des fugueuses que les parents présentent devant les tribunaux dans le cadre de la correction paternelle, car ils craignent que leurs sorties nocturnes ne les mènent dans les bras de mauvaises fréquentations.

L'errance féminine fait d'ailleurs l'objet d'une véritable panique, justifiée par la crainte de la prostitution. La mauvaise fille se voit systématiquement ramenée à son corps, à sa sexualité. C'est le thème du cinquième et dernier chapitre qui regroupe à la fois les jeunes filles soupçonnées d'entretenir des relations lesbiennes, celles qui pratiquent la prostitution et celles dont la sexualité est jugée inappropriée. Multiplier les amants, entrer précocement dans la sexualité, mais surtout y prendre du plaisir sans s'en cacher sont autant de comportements suspects aux yeux du juge. Dans les rares cas de prostitution avérée, les écrits des experts mettent en cause le

vagabondage, les dérèglements hormonaux et l'attrait du luxe, alors que les jeunes filles interrogées évoquent en premier lieu les nécessités économiques.

L'ouvrage prolonge une série de recherches menées par la chercheuse et ses collègues dans le champ de l'enfance et de la justice<sup>10</sup>. En confirmant l'hypothèse d'un traitement genré de la délinquance juvénile, il trouve sa place aux côtés de travaux récents, notamment en sociologie, sur les questions de genre dans l'exercice de la justice<sup>11</sup>. Parmi les apports de cette recherche, il faut citer le succès avec lequel l'historienne parvient à mettre en avant la voix des jeunes filles elles-mêmes, ambition largement partagée par les historien·nes de la justice et de l'enfermement, mais rarement atteinte en raison de la rareté des archives.

Cette réussite, liée à la richesse des dossiers judiciaires, est aussi le résultat d'un brillant travail de sélection des citations et de mise en valeur des archives par la confrontation permanente des discours et des points de vue. Finalement, en passant par les jeunes filles judiciairisées, la recherche de Véronique Blanchard nous apprend sur les normes et les attentes sociales qui pèsent sur les jeunes filles des classes populaires en général, car, si quelques-unes se rendent jusqu'au tribunal, beaucoup d'autres sont rappelées à l'ordre autrement.

**Mathilde Lucic**

Histoire, Université libre de Bruxelles

---

<sup>10</sup> Entre autres : Véronique Blanchard et David Niget (2016). *Mauvaises filles. Incorrigibles et rebelles*. Paris, Textuel ; Véronique Blanchard et Mathias Gardet (2017). *Mauvaise graine. Deux siècles d'histoire de la justice des enfants*. Paris, Textuel ; Véronique Blanchard et Mathias Gardet (2020). *La parole est aux accusés. Histoires d'une jeunesse sous surveillance, 1950-1960*. Paris, Textuel.

<sup>11</sup> Par exemple : Arthur Vuattoux (2021). *Adolescences sous contrôle. Genre, race, classe et âge au tribunal pour enfants*. Paris, Presses de Sciences Po.

**Elissa Mailänder – *Amour, mariage, sexualité. Une histoire intime du nazisme (1930-1950)***

2021, Paris, Seuil, 380 p.

Après une première étude éclairant la violence des surveillantes du camp de Majdanek<sup>12</sup>, Elissa Mailänder explore ici les multiples intrusions du régime national-socialiste dans la sphère privée. Parce qu'elle constitue un biais majeur de distinction entre les individus, la sexualité fut un enjeu politique central de l'idéologie nazie qui l'interprétait à l'aune de critères raciaux et eugéniques. Ainsi, les exclus du régime le furent jusque dans l'intimité de leur vie sexuelle, à l'image des célèbres lois de Nuremberg de 1935 qui interdisaient toutes relations sexuelles entre Aryens et Juifs. Dans la suite des travaux de Dagmar Herzog, l'historienne cherche à éclairer la politique sexuelle nazie au-delà de cette dimension répressive en se concentrant spécifiquement sur les *insiders* du régime, autrement dit les individus répondant aux critères raciaux et sociaux du dogme nazi. L'ouvrage peut donc s'avérer déstabilisant en ce qu'il aborde la manière dont la politique sexuelle nationale-socialiste a pu présenter des aspects plaisants et motivants pour les membres de la *Volksgemeinschaft*. Le corpus de sources exploitées, très riche par sa diversité, est révélateur d'un souci constant d'approcher l'ordinaire de l'intime et de la sexualité : journaux intimes, lettres, photos, films. Toutes constituent autant d'entrées dans l'expression de la subjectivité, éclairant l'étroite zone de contact entre l'idéologie d'une part et sa réception et son appropriation par la population d'autre part. Au croisement de l'*Alltagsgeschichte*, de l'histoire du genre et de l'histoire par le bas, cette étude incarnée révèle l'agentivité au quotidien d'Allemand·es et d'Autrichien·nes confronté·es au poids de l'idéologie et à l'effacement de la frontière entre privé et public.

La première partie de l'ouvrage explore la politique nazie d'encadrement de la maternité et de la conjugalité dont l'une

---

<sup>12</sup> Elissa Mailänder (2009). *Gewalt im Dienstalltag. Die SS-Aufseherinnen des Konzentrations- und Vernichtungslagers Majdanek 1942-1944*. Hambourg, Hamburger Edition.

des voies de réalisation repose sur le contrôle exercé sur un monde associatif restructuré. C'est ainsi que le Secours populaire national-socialiste, association fondée en 1931 à destination des membres de la SA, devient le premier organisme d'assistance centralisée de l'État nazi dès 1935 et finit par gérer un puissant réseau de foyers et d'écoles pour mères sur tout le territoire. Parallèlement, les formations à la maternité visant à promouvoir le modèle de la « bonne » Allemande, mère, épouse et militante, se multiplient. Les femmes qui s'y conforment y gagnent une valorisation sociale et politique certaine par le biais de subventions, à l'exemple du prêt au mariage instauré dès 1933 et partiellement remboursable à chaque naissance, de récompenses plus ostentatoires telle la croix d'honneur de la femme allemande, seule distinction nationale remise aux femmes dès 1938, ou encore d'une sociabilité festive dont l'acmé reste la fête des mères, restructurée sur un mode *völkisch* dès 1934. Si Elissa Mailänder relève les continuités de cette politique avec la République de Weimar, elle souligne à l'inverse la dimension sélective et donc excluante de ce culte maternel qui ne s'adresse strictement qu'aux *insiders*.

Cette distinction par l'intime transparaît plus explicitement encore au sein des dossiers judiciaires de divorce de couples autrichiens. Si la loi du 6 juillet 1938 qui introduit un nouveau droit matrimonial en lieu et place du droit canonique traditionnel entraîne une facilitation des procédures, elle constitue aussi une avancée significative dans la dynamique d'exclusion des populations réprimées. Érigeant les pré-requis raciaux et le patrimoine héréditaire comme critères fondamentaux du mariage, elle établit du même coup la différence raciale comme catégorie juridique légitimant le divorce des couples mixtes. Elissa Mailänder démontre alors la manière dont des individus plus ou moins directement concernés par cette mesure se l'approprient. Au cours de la période transitoire d'annexion, entre mars et juillet 1938, certains juges retardent par exemple la prise en compte de cette nouveauté, ce que l'historienne interprète comme une désobéissance momentanée et opportuniste, voire de la résistance-mouvement. L'autrice prend l'exemple d'Hedwig, sans confession et d'Arnold, juif, tous

deux âgés d'une soixantaine d'années, qui se voient refuser par deux fois la séparation par des juges n'attribuant pas de valeur juridique à la différence raciale. Pour ce couple, le divorce ne procédait pas tant d'un réel désir que d'une tentative déchirante de protection mutuelle dans le contexte de l'expropriation des biens juifs mis en place en décembre 1938. Cette étude éclaire donc la manière dont les populations exclues du régime s'approprient des politiques en favorisant d'autres, afin de tenter d'échapper ou d'amortir les effets des mesures répressives qui s'abattent sur elles.

La « guerre joyeuse » dépeinte par Elissa Mailänder dans sa seconde partie ne fait que renforcer le constat criant de la disparité des expériences de vie sous le nazisme. La relative stabilité du quotidien de jeunes Autrichiennes, suggérée par l'analyse de leurs correspondances et journaux intimes, les éloigne des persécutions parallèlement commises par le régime. Ce contraste est d'autant plus fort que le national-socialisme et la situation de guerre ont aussi participé à l'élargissement de leurs horizons professionnel et sexuel. L'environnement de travail nazifié dans lequel évolue Marianne, apprentie infirmière dans un *Lebensborn* de Wienerwald puis à l'école de Cologne, lui offre des opportunités professionnelles inédites. À 18 ans, elle intègre la clinique pédiatrique de Lindenburg et devient une « infirmière politique » (p. 172), rôle particulièrement valorisé par le régime puisque participant au maintien de l'hygiène raciale du peuple-race. L'ouvrage décrit aussi le badinage amoureux d'Erika, seize ans, à travers les correspondances entretenues avec ses multiples prétendants. Ces relations ne restent cependant que des flirts légers menés à des fins de divertissement. Par son refus de l'engagement matrimonial, elle s'extrait sciemment de la voie tracée par les assignations traditionnelles de genre pour continuer de profiter « d'une nouvelle autonomie professionnelle, économique, émotionnelle et peut-être même sexuelle » (p. 181) que lui permet le contexte.

L'attractivité du régime est aussi renforcée par la représentation politisée qui en est faite dans les films romantiques d'un cinéma, *völkisch* et homogène. Le film à succès *Die große Liebe* de Rolf Hansen, sorti en 1942, donne de la guerre une image plaisante en ce qu'il dépeint l'histoire

d'amour entre un pilote de chasse et une chanteuse, nouée à l'occasion d'une alerte aérienne. Mettant en scène l'idéal érotique de la figure du pilote d'avion, il promet à la fois la fidélité au sein du couple mais aussi une sexualité plus libérée. En effet, les opportunités sexuelles se multiplient particulièrement pour les soldats menés aux quatre coins d'Europe par leur service. Découverte dans les archives roumaines, une photographie prise à l'été 1941 ou 1942 sur le front de l'Est par un membre des *Mannschaftsgrade* immortalise une scène saisissante : une quinzaine de soldats parodient pour l'objectif une simulation de viol. Leurs expressions joyeuses et esclaffées tranchent avec l'horreur de la scène feinte (p. 232). Elissa Mailänder analyse ce décalage par les fonctions sociales de la violence sexuelle en contexte militaire. Un viol collectif envoie un message aussi bien aux hommes occupés qu'aux camarades complices du crime, comme une « exhibition ostentatoire de virilité violente susceptible de valoir un capital social » (p. 238) : c'est une démonstration de force qui réactive le positionnement hiérarchique de ceux qui la commettent. Quant à la situation parodique de la photographie, elle ne fait que refléter la considération des femmes jugées racialement inférieures et le degré d'acceptabilité des violences sexuelles sur le front de l'Est.

La dernière partie de l'ouvrage interroge les effets du rétablissement des rôles genrés traditionnels au cours d'une période charnière voyant successivement l'établissement d'une zone d'occupation américaine, puis la création de la république fédérale d'Allemagne. Par le biais des archives de l'administration militaire occupante exerçant entre 1945 et 1949, l'historienne revient d'abord sur les situations de fraternisation sexuelle ayant lié des civiles et des GI's. Plus encore, ce chapitre amorce un renouvellement des travaux sur la violence sexuelle américaine à l'aune de nouveaux outils, déjà étudiée par Robert J. Lilly et Mary Louise Roberts<sup>13</sup>. Elissa Mailänder

---

<sup>13</sup> Robert J. Lilly (2003). *La face cachée des GI's. Les viols commis par des soldats américains en France, en Angleterre et en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Payot. Mary Louise Roberts (2013). *What Soldiers Do. Sex and the American GI in World War II France*. Chicago/Londres, The University of Chicago Press.

reprend le concept de *sexual barter* développé par Anna Hájková<sup>14</sup> pour questionner les effets de la présence américaine sur la sexualité de femmes allemandes en situation de vulnérabilité. La trajectoire de la jeune Bavaroise Käthe est particulièrement éclairante, en ce qu'elle révèle les contraintes pesant sur les femmes occupées, tant financières que physiques (p. 314). Née en 1927, démunie et esseulée après que sa mère en a perdu la garde, elle s'engage comme domestique dans une villa réquisitionnée par les soldats américains. De là, tirant profit de sa précarité, ceux-ci la soumettent à une forme d'exploitation sexuelle. À ses difficultés personnelles s'ajoute alors la soumission à de multiples relations de contrainte avec des hommes qui sont aussi des militaires et des occupants. Leur présence ébranle une masculinité nationale déjà affaiblie par les aspirations féminines à l'autonomie, la défaite puis la réaffirmation de mœurs sexuelles conservatrices en RFA. En effet, certaines lettres de lecteurs envoyées au magazine *Liebe und Ehe* entre 1949 et 1951 éclairent des faillites à l'injonction virile. Un anonyme, quitté par sa femme après son retour de mobilisation en 1945, y sollicite un conseil juridique : ayant accepté d'endosser la responsabilité du divorce pour ne pas verser d'argent à son épouse, il cherche à annuler cet accord. Financièrement indépendante, soucieuse de prendre en main son existence, sa femme parvient à obtenir définitivement le divorce.

D'autres situations viennent complexifier le schéma, à l'image de celle de Hans dont la correspondance démontre tout autant ses difficultés à gérer la pression du rôle d'amant que le maintien de son pouvoir dans la dynamique du couple et ce, en dépit de sa précarité financière et familiale, ainsi que de sa stérilité. L'histoire prend fin en 1951, après sept mois d'échanges. Mais plus que ces difficultés circonstanciées, c'est avant tout la permanence générale de la domination masculine

---

<sup>14</sup> Anna Hájková (2013). « Sexual Barter in Times of Genocide: Negotiating the Sexual Economy of the Theresienstadt Ghetto : Winner of the 2013 Catharine Stimpson Prize for Outstanding Feminist Scholarship ». *Signs*, 38 (3) : 503-533.

qui ressort de ces deux études, celle des vainqueurs comme celle des vaincus.

Par la traque systématique de la signification politique des actes quotidiens et par la mise en lumière de l'appropriation du nazisme par des individus qui le font vivre comme pratique sociale, la démonstration que fait Elissa Mailänder d'un régime hétérogène et flexible est particulièrement troublante. Enrichi d'une histoire par le bas, son travail suggère qu'en dépit d'un contrôle idéologique constant, le nazisme n'était pas perçu et vécu par les *insiders* comme un régime dogmatique, y compris par la population féminine dont les opportunités d'émancipation se sont accrues. Sa remise en cause de l'efficacité du terme de « totalitarisme » pour désigner l'expérience des membres du peuple-race sous le national-socialisme marque durablement : « l'écrasante majorité des Allemand·es et des Autrichien·nes trouvèrent leur “place” dans le “Troisième Reich” » (p. 361).

**Charlotte Barnabé**

Histoire, Université de Caen Normandie

**Vanina Mozziconacci – *Qu'est-ce qu'une éducation féministe ? Égalité, émancipation, utopie***

2022, Paris, Éditions de la Sorbonne, Coll. « Philosophies pratiques », 409 p.

Au confluent de la philosophie et des sciences de l'éducation, cet ouvrage issu d'une thèse explore les projets et expériences de transformation féministe de l'éducation. Le sujet est à la fois actuel et ancien. L'éducation est en effet longtemps apparue comme un enjeu évident pour les féministes : elle serait un moyen de défaire les rôles sexués. Cette thèse de départ a longtemps produit « une primauté de l'enjeu éducatif dans les luttes féministes historiques » (p. 19) : la revendication de droits civils, dont l'accès à une éducation égale à celle des hommes, apparaît dans les congrès féministes internationaux du tournant du XIX<sup>e</sup> siècle avant la revendication de droits civiques comme le droit de vote, qui ne devient dominante « qu'après 1900 » (p. 44-45). C'est le double rapport, à la fois descriptif et normatif, du féminisme à cet enjeu qui est reconstitué.

Si les pensées de l'éducation abordées dans l'ouvrage constituent ainsi « une véritable tradition féministe », la primauté de cet enjeu reste souvent « un impensé » (p. 21). C'est donc à un « travail de clarification conceptuelle » que l'autrice s'attelle, afin « d'explicitier » les cadres théoriques de ces pensées de l'éducation (p. 22). La thèse soutenue est originale : elle propose « une relativisation de la portée de la pédagogie féministe » au profit de la question des cadres institutionnels de l'éducation. Il s'agit ainsi de « penser un projet féministe d'éducation à l'échelle des institutions » sans lequel des modifications seulement pédagogiques demeureraient ineffectives (p. 347). Cette thèse signale la nécessité de substituer à un programme d'égalité un programme d'émancipation par la transformation des institutions, selon une approche que l'autrice nomme « utopiste » (p. 26). Le plan chronologique de l'ouvrage, étudiant les trois vagues du féminisme, puis les théories du *care* est parsemé de points techniques, qui seront utiles aux étudiant·es, portant notamment sur l'idée de « vagues », sur Simone de Beauvoir, Elena Gianini Belotti, le féminisme matérialiste, Paulo Freire, ou encore l'intersectionnalité.

La première partie confronte la première et la seconde vagues des mobilisations féministes et leur rapport à l'éducation. Elle se concentre principalement sur le « féminisme libéral » de la première vague et sur le « féminisme matérialiste » de la seconde (p. 29). L'autrice y renvoie dos à dos deux anthropologies. La première donne le primat à l'individu et la seconde au social. Ce sont les traductions de ces anthropologies en termes de projet éducatif qui sont étudiées.

La première vague est reconstruite dans le premier chapitre à partir d'une tension entre universalisme et différentialisme, selon que le sujet féminin à éduquer est pensé comme un individu autonome sur le modèle jusqu'alors réservé aux hommes, ou la femme pensée comme spécifique. Étudiant notamment les théories sur l'éducation d'Hubertine Auclert, de Madeleine Pelletier, de Marguerite Durand et Pauline Kergomard, Vanina Mozziconacci signale toutefois que cette alternative n'est pas exhaustive : elle admet la « troisième voie » d'un « universalisme gynocentré » consistant à

« valoriser le “féminin” pour les femmes et les hommes » (p. 74) et qui intervient lorsqu’il est question d’éducation sexuelle et de coéducation. Elle mentionne ainsi notamment l’intérêt de féministes comme Pauline Kergomard pour les projets d’éducation intégrale, proposant un désenclavement de l’éducation des filles tout en ajoutant aux disciplines déjà étudiées par les garçons « la science de l’enfant et la science domestique » (p. 70). Inversement, l’auteur exhume des projets plus originaux, comme celui de Madeleine Pelletier pour qui, afin d’éviter la dépendance, la femme doit répudier le rôle féminin traditionnel en évitant la « tutelle » impliquée par « tout lien amoureux avec les hommes » (p. 73).

La deuxième vague des mobilisations féministes et ses théories sur l’éducation, exposée dans le deuxième chapitre, part du constat que « l’inégalité sociale [entre les sexes] persiste malgré la démocratisation scolaire » (p. 100). L’auteur en vient au féminisme matérialiste après avoir pointé comment les théories de l’éducation de Beauvoir et Belotti restent prises dans une conception « libérale » de « l’individu » (p. 123), voire dans un « androcentrisme persistant » (p. 127) : chez elles, le modèle d’individu autonome que devrait viser l’éducation des femmes est toujours pensé sur le modèle masculin.

Cette lecture est l’occasion d’une critique pertinente de la compréhension de l’éducation féministe comme lutte contre les stéréotypes genrés. En effet, en faisant des filles les principales victimes de ces stéréotypes, cette lutte fait porter surtout sur elles la charge de la transformation éducative. Du féminisme matérialiste, surtout étudié à travers Delphy, l’auteur souligne qu’il est, sur l’éducation, essentiellement « critique » et sans volet « prescriptif » (p. 104). Du fait d’une perspective holiste et sociologique d’inspiration marxiste, l’éducation, relevant de la sphère superstructurelle, ne peut plus être comprise comme « cause (fondamentale) » mais comme « (simple) effet de l’injustice » (p. 104). Elle est ainsi détrônée comme « levier privilégié du changement » (p. 103).

La seconde partie de l’ouvrage étudie les pédagogies critiques féministes étatsuniennes des années 1970-1980 et leurs critiques poststructuralistes. La question centrale devient ici la

pédagogie, les enseignant·es féministes ayant tenté, en exportant « vers des lieux d'enseignement » (p. 163) les pratiques des groupes de conscience, d'aboutir à « une redéfinition spécifiquement féministe de la forme éducative » (p. 168). Ce projet passe par des « dispositifs visant à favoriser l'expression et l'écoute de toutes les voix » (p. 185), notamment par la maximisation de la « participation » (p. 185), de « l'interaction » (p. 193) et du récit d'expérience personnelle. Or, cette pédagogie échoue souvent à déboucher sur une action politique. Bien plutôt, elle favorise souvent un « repli » subjectif sur le vécu sans que celui-ci soit théorisé (p. 201).

De plus, le cadre institutionnel universitaire, faisant de l'enseignant·e l'évaluateur·trice des étudiant·es et lui conférant une « autorité statutaire », est un obstacle à la visée de « démocratisation » de la classe (p. 207-208). Les critiques poststructuralistes des pédagogies féministes pointent ainsi l'incapacité de la pensée de Paulo Freire, dont ces pédagogies féministes héritent, à penser les « positions paradoxales » où un·e dominé·e est aussi dominant·e (p. 221).

Elizabeth Spelman, sur laquelle ce chapitre s'attarde particulièrement, montre ainsi que la « recherche de communauté » échoue face à la « multiplicité des positions sociales dans la salle de classe » (p. 222). Ces critiques sont souvent des autocritiques d'enseignantes féministes devant leurs propres difficultés, comme Elizabeth Ellsworth, Mimi Orner et Patti Lather. Elles dénoncent la dépolitisation, la « surveillance » (p. 253) opérée par leur forme d'enseignement et l'injonction à la prise de parole, expliquant ainsi « les réticences des étudiant·e·s à l'égard de certaines méthodes présentées comme libératrices » (p. 261). En conclusion, à partir d'Ellsworth et de Jones, Vanina Mozziconacci appelle à limiter la posture de surplomb épistémique de l'enseignant·e et de ceux qui dominent dans une classe, plaidant de manière convaincante pour « une expérience de la limite pour les groupes dominants, comme élément nécessaire de la pédagogie critique » (p. 264). Les enseignant·es comme les élèves appartenant aux classes supérieures doivent renoncer à tout savoir sur les élèves minoritaires, car la volonté de dialogue peut cacher un « voyeu-risme » des dominant·es.

La troisième partie propose une pensée féministe des institutions éducatives à partir des théories du *care*, révisitées en un sens féministe matérialiste. Ce déplacement de focale implique d'inscrire la transformation de l'école dans un projet plus large de transformation sociale. À partir de de Joan Tronto et de sa théorie « politique » plutôt « qu'éthique » du *care*, l'auteurice défend une redistribution du travail de *care*, pris en charge par les institutions éducatives (entre autres) de manière publique, plutôt que renvoyé à la sphère privée essentiellement féminine et minoritaire. Par sa revendication de « démocratiser le travail de soin », y compris dans l'éducation, par « l'intégration plus systématique du domestique dans l'institution scolaire » (p. 340), Vanina Mozziconacci retrouve implicitement, et sans naturalisme, l'universalisme gynocentré qu'elle avait parfois identifié dans la première vague.

Cette dernière partie s'achève sur l'évocation de projets et expériences « féministes utopiques » ayant esquissé cette démocratisation. Elle mentionne entre autres l'institution de crèches lors de congrès universitaires, la maison des Babayagas fondée par Thérèse Clerc ou, plus anciennement, la Hull House de Jane Addams.

Comme l'indiquait la regrettée Nicole Mosconi dans sa préface, « cet ouvrage est important » (p. 16), d'abord à titre historiographique, par l'impressionnant panorama problématisé qu'il donne des théories féministes de l'éducation et de leurs difficultés. Mais il l'est aussi théoriquement. En proposant une articulation d'une théorie du *care* au féminisme matérialiste, il s'inscrit dans un champ en développement (comme en témoigne la tenue récente d'un colloque sur le(s) « care(s) matérialiste(s) ») et constitue une contribution précieuse à la continuation et diversification actuelle du féminisme matérialiste.

**Pauline Clohec**

Philosophie, Université de Picardie

CURAPP

**Alizée Delpierre, *Servir les riches. Les domestiques chez les grandes fortunes***

2022, Paris, La Découverte, 220 p.

Issu d'une thèse de doctorat en sociologie, l'ouvrage d'Alizée Delpierre restitue, en 183 pages de texte denses et claires, une partie de la vaste enquête que son autrice a menée pendant plusieurs années auprès de familles fortunées et de leurs domestiques (qui sont pour la plupart des femmes, ce qui justifie l'accord de majorité appliqué tout au long du livre). Ce travail, qui repose sur des observations de terrain, des entretiens menés avec des employeurs et des domestiques dans toute la France ainsi que sur deux expériences de travail en tant que *nanny* et aide-cuisinière, met au jour les mécanismes de « l'exploitation dorée », c'est-à-dire l'achat, par les grandes fortunes, de « l'investissement au travail illimité des domestiques » (p. 21), en échange de contreparties variées en argent et en nature.

L'entreprise n'avait rien d'évident. En effet, un voile épais recouvre le monde des grandes fortunes, soigneusement dissimulé derrière les façades des hôtels particuliers, dans l'intimité des grandes maisons et des beaux quartiers. Au secret cultivé par les ultra-riches, s'ajoute l'*illusio* de la domesticité qui présente le travail domestique comme une voie d'ascension sociale et professionnelle fulgurante. Ce mirage, entretenu à la fois par les employeur·es et par leurs domestiques, dissimule, sous une rhétorique paternaliste et affective (les domestiques étant désignées par leur patron·ne comme des « membres de la famille »), une réalité autrement brutale qu'Alizée Delpierre dévoile chapitre après chapitre, en confrontant systématiquement le point de vue des domestiques et celui des employeur·es. Ce choix fécond de la double focalisation s'accompagne de précautions méthodologiques, l'autrice ayant volontairement évité de rencontrer les domestiques et les grandes fortunes d'une même maison.

Le premier chapitre, qui retrace plusieurs trajectoires individuelles, explore les promesses offertes à celles et ceux qui entrent au service des riches : voyages, salaires élevés, primes et avantages en nature (logement de fonction, cadeaux variés, etc.)

et possibilités de promotions parfois spectaculaires, comme celle proposée à Violette, ancienne esthéticienne et femme de ménage devenue femme de chambre, avec un salaire mensuel de 5 600 euros hors primes. Les rapports complexes qu'entretiennent les patron·nes et leurs domestiques dans l'intimité du foyer sont « à mi-chemin entre ceux d'un professeur avec ses élèves, et ceux d'un parent avec ses enfants » (p. 47) et l'asymétrie qui les caractérise est gommée par le paternalisme affiché des employeur·es.

Le deuxième chapitre, centré sur le point de vue des employeur·es, expose les ressorts de l'emploi d'un personnel domestique à temps plein, devenu rare en France, où les emplois de service à domicile sont plus souvent à temps partiel. L'autrice montre comment l'emploi de domestiques permet aux riches d'exhiber leur fortune et de se distinguer, ce qui passe parfois par des exigences absurdes, dont l'autrice dresse un inventaire savoureux page 74 (réclamer deux œufs brouillés et demi, coordonner la couleur des pinces à linge avec celle de la pelouse, s'endormir tous les soirs à la lueur d'un feu d'artifice et se réveiller au son d'une berceuse chantée en canon, etc.). Ces « caprices de riches » constituent autant de manières de marquer la distance qui les sépare de leurs domestiques. Le travail de ces dernières, en permettant à leurs employeur·es de dégager un temps précieux à consacrer au travail, aux loisirs et aux relations sociales, est une condition indispensable à l'exercice de leur domination économique, sociale et culturelle. C'est notamment le cas pour les femmes, à qui incombe traditionnellement le travail reproductif. L'autrice souligne néanmoins qu'elles conservent la charge mentale de supervision des domestiques, leur mari se contentant d'assumer tout ce qui a trait à leur rémunération.

Le processus d'appariement entre patron·es et domestiques, envisagé du point de vue des deux groupes, est l'objet du troisième chapitre. Recommandation, bouche-à-oreille et stéréotypes racistes jouent un rôle central du côté des employeur·es, qui prêtent bien plus d'attention à l'aspect physique des candidates, censé refléter leurs compétences et leurs défauts, qu'à leur curriculum vitae. Si les domestiques en sont parfaitement conscientes et n'hésitent pas à en jouer,

Alizée Delpierre rappelle le caractère fondamentalement asymétrique du processus d'appariement entre patron·nes et domestiques, les premier·es ayant, par définition, le dernier mot.

Le quatrième chapitre explore la matérialité du travail des domestiques chez leurs patron·nes. Horaires très étendus, port de charges lourdes, piétinement continu et station debout engendrent accidents, maux de dos, de jambes, de tête et tout un cortège de douleurs chroniques qui sont généralement subies en silence par les domestiques. Tenues d'être à la fois ultradisponibles et invisibles, les domestiques doivent apprendre à se mouvoir, « entre évitements et interactions maîtrisées », au sein du domicile de leurs employeur·es, vaste théâtre « sans coulisses » où elles ne disposent d'aucun endroit où tomber le masque (p. 115). Cette intimité contrainte engendre également une forme d'angoisse chez les employeur·es qui déploient, pour la canaliser, tout un ensemble de techniques de surveillance, par le biais de caméras, ou *via* le contrôle des majordomes et des gouvernantes. Le domicile des riches est également le lieu où s'exercent, à l'encontre des domestiques, petites et grandes violences du quotidien, depuis l'attribution d'un prénom qui n'est pas le leur jusqu'aux abus sexuels. Ces derniers sont évoqués très rapidement car, comme l'avoue Alizée Delpierre elle-même, « il est difficile d'aborder le sujet sans se risquer à obliger les domestiques à briser contre leur gré un tabou, ou au contraire à leur imposer une problématique à laquelle elles ne sont pas confrontées » (p. 124). Le choix de l'autrice de mener la plupart des entretiens au domicile des employeur·es, qui lui permet de recueillir des informations plus fines sur leurs niveaux et styles de vie, leur manière d'occuper l'espace et leurs relations avec leurs domestiques, a par ailleurs peut-être inhibé, de la part des domestiques, certains types de confidences particulièrement difficiles.

Le cinquième chapitre interroge les conditions sociales et institutionnelles qui rendent possible l'exploitation des domestiques dans la France d'aujourd'hui. L'autrice y dresse un panorama des stratégies contractuelles et fiscales des employeur·es. Ces dernier·es ont massivement recours au travail « au gris » et justifient leur mépris des conventions collectives et

des contrats de travail par l'assimilation des domestiques à des membres de leur famille, qui brouille les frontières du travail salarié. Face à ces abus, la « fabrique du consentement des domestiques » (p. 145) repose sur la puissance de l'*illusio* de la domesticité et sur la peur de perdre un travail qui est aussi souvent, pour celles et ceux qui l'exercent, bien plus qu'un travail.

L'histoire de Damien, contraint par sa riche patronne à porter des couches et à se travestir en femme, fournit à Alizée Delpierre le point de départ d'une réflexion sur la manière dont l'emploi par des femmes d'hommes domestiques peut contrarier « le régime de genre dans lequel évoluent les patrons et les domestiques » (p. 138) selon deux modalités opposées : l'effacement de l'employeuse derrière le duo que forment son époux et le domestique ou, comme dans le cas de Damien, le renversement brutal de la domination de genre.

Le chapitre conclusif, intitulé « rester ou partir », explore la fin de l'emploi. La difficulté des domestiques à quitter leur patron·e a été expérimentée par l'autrice elle-même, contrainte d'annoncer son départ à la famille qui l'employait comme *baby-sitter* et aide-cuisinière. Cette difficulté constitue une manifestation supplémentaire de la nature complexe et ambiguë du travail domestique, travail de l'intime et du quotidien qui conduit souvent à tisser des liens interpersonnels forts. Mais elle s'explique également par l'acculturation sociale des domestiques, transfuges de classe qui finissent par se sentir à leur place dans le monde des ultra-riches. C'est sans doute ce qui explique que le marché du travail domestique se caractérise par une « instabilité stable » : on quitte son emploi pour en retrouver un autre équivalent (mais mieux payé). Les dés de ce jeu de l'emploi sont doublement pipés, les riches contrôlant ce marché du travail ultra-sélectif, y compris par le biais des agences de placement qui épousent leurs intérêts, et les femmes étant plus vulnérables que leurs collègues masculins.

L'autrice conclut cette enquête immersive dans l'univers de la domesticité par un plaidoyer en faveur de la création d'un « véritable service public d'aides et de services à domicile, accessibles à toutes et tous, et pourvoyeur d'emplois stables,

bénéficiant d'un statut protecteur équivalent à celui des fonctionnaires et d'un revenu décent » (p. 183), seule réponse appropriée aux violences et aux abus, petits et grands, qu'elle dévoile tout au long d'un ouvrage limpide et passionnant.

**Stéphanie Soubrier**

Histoire, Université de Genève

**Juliette Rennes – *Métiers de rue. Observer le travail et le genre à Paris en 1900***

2022, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. « Représentations », 461 p.

Les « métiers de rue » (ou « petits métiers parisiens » selon une terminologie très fréquente au début du XX<sup>e</sup> siècle) désignent « toute forme possible d'activités rémunérées dont une partie significative du temps de travail se déroule dehors ». Des plus anciens (chiffonniers, marchands ambulants) aux plus modernes (hommes-sandwich, crieurs de journaux), tous ces métiers partagent une visibilité publique qui est au cœur de l'enquête historique menée par Juliette Rennes. À la croisée de l'histoire du travail, de l'histoire du genre et de l'histoire urbaine, son livre relève avant tout d'une histoire des régimes de sensibilité, l'enjeu étant moins d'étudier ces métiers méconnus (même si l'on apprend beaucoup sur plusieurs d'entre eux) que de comprendre l'évolution des regards qui ont pu être portés sur eux. Dans cette perspective, l'approche par le genre constitue à la fois un objectif d'analyse et une méthode féconde, puisqu'elle permet de lire différemment des archives connues (et notamment en identifiant des regards masculins dés-universalisés).

Pour mener cette recherche, Juliette Rennes s'intéresse aux documentations collectées par les pouvoirs publics sur ces métiers de rue critiqués pour leur l'archaïsme, l'insalubrité ou l'insécurité qu'ils engendraient. Mais surtout, elle s'appuie sur le riche corpus des cartes postales, si répandues et si influentes au début du XX<sup>e</sup> siècle, comme elle l'avait déjà montré dans un précédent ouvrage (prolongé d'une exposition : *Femmes en métiers d'hommes (cartes postales, 1890-1930). Une histoire*

*visuelle du travail et du genre*, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu Autour, 2013). Elle y adjoint films, peintures, dessins de presse et photographies, dont près de 200 sont présentées – la variété et la qualité des reproductions font aussi de cet ouvrage un « beau livre » auquel il manque toutefois une table des illustrations (et parfois une mise en contexte des cadres de publication plus détaillée).

Le livre commence par dresser un panorama de la rue au travail : quels sont ces « métiers de rue », comment et par qui sont-ils rendus visibles et médiatisés ? Saute aux yeux la ségrégation genrée de cet espace public qui ne cède guère de place à la mixité, à l'exception notable des marchés (les « marchands des quatre-saisons ») et du chiffonnage. Pour autant, des femmes parviennent d'une manière ou d'une autre à transgresser les règles implicites de l'entre-soi masculin et leur intrusion fait l'objet d'une véritable fascination, comme le montre l'exemple des premières cochères, par lesquelles Juliette Rennes ouvre son enquête. Ce sont ainsi des centaines d'articles (et des cartes postales très largement diffusées) qui leur ont été consacrés, en 1906-1907 : on s'intéresse d'abord au phénomène en tant que tel, à sa nouveauté, mais l'on se passionne surtout pour l'émotion publique et pour les récits d'attroupements au passage des pionnières, comme si le spectacle de la foule ébahie devenait plus intéressant que l'objet de son émotion. Auto-entretenu, ce tapage médiatique est propice à la fabrication de clichés misogynes, la mise en scène de l'incompétence des femmes l'emportant sur les témoignages de satisfaction.

Parmi les « métiers de rue », certains se caractérisent par la pratique du racolage et donc par un rapport spécifique aux regards. Ce sont les crieurs de journaux, les camelots, les « bonisseurs » de fêtes foraines, autant d'activités masculines associées au charisme et à la voix résonnante – à ce propos, on aimerait en savoir plus sur l'univers sonore, tout aussi fortement genré, de ces métiers de Paris (les « cris de Paris » disait-on encore vers 1900, dans la continuité de systèmes de représentations nés au Moyen Âge). Rien d'aussi ostentatoire du côté des prostituées, que la police veut garder sous contrôle, de préférence dans l'espace clos des « maisons de tolérance » (bien étudié depuis les travaux pionniers d'Alain Corbin et de

Jean-Marc Berlière sur le réglementarisme et la police des mœurs<sup>15</sup>). Cela n'empêche évidemment pas l'existence du racolage de rue, mais sa mise en scène médiatique est contrainte, prisonnière des effets de stigmatisation et de répression. Il est frappant de constater, de la même manière, comment se constitue une lecture genrée du phénomène « apache » de la délinquance juvénile, où les femmes sont ramenées au rôle sexualisé d'appâts et chargées d'attirer les bourgeois à détrousser. La pratique féminine du racolage existe mais elle est envisagée sous un angle presque exclusivement illicite et scabreux.

Au-delà du *male gaze* des cartes postales et des dessins de presse, Juliette Rennes ouvre une piste originale en questionnant un *age gaze*, dont témoigne la visibilité moindre des vieux et vieilles travailleurs et travailleuses : « la jeunesse serait une condition pour être digne d'être montrée en public » (p. 267). Afin d'éclairer la distorsion du regard médiatique, l'autrice n'hésite pas à plonger dans les statistiques démographiques afin de confronter les images aux réalités socio-économiques. Elle montre surtout l'ambivalence des réactions médiatiques face aux travailleuses âgées, parfois invisibilisées, parfois stigmatisées. À l'inverse, les jeunes femmes sont la cible des « suiveurs », à l'exemple des jeunes modistes, « fantasme sexuel des vieux marcheurs » (p. 316), ce que l'iconographie d'époque montre complaisamment.

Ouvrant quantité de pistes sur l'histoire de la rue, tissant des liens suggestifs avec les enjeux écologiques (la question de la modernité est une grille de lecture fondamentale pour saisir ce que ces petits métiers – le chiffonnage en particulier – ont de désuet au début d'un XX<sup>e</sup> siècle rêvant au progrès technique et à la consommation de masse), le livre de Juliette Rennes offre davantage de propositions que de conclusions, tant il brasse large. C'est ce qui fait sa limite (on n'y trouvera pas la matière d'une synthèse, et les conclusions restent d'ailleurs prudentes ou nuancées), mais c'est aussi ce qui fait son intérêt. À l'heure

---

<sup>15</sup> Alain Corbin (1978). *Les Filles de noces. Misère sexuelle et prostitution au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Les Aubier ; Jean-Marc Berlière (1992). *La police des mœurs sous la III<sup>e</sup> République*. Paris, éditions du Seuil.

où les *visual studies* nous invitent à questionner différemment des sources iconographiques plus souvent reléguées en annexes que véritablement analysées, Juliette Rennes montre la fécondité d'une telle démarche et ouvre des cadres d'analyse dont se saisiront avec profit de futures études.

Pour le lecteur et la lectrice du XXI<sup>e</sup> siècle, *Métiers de rue* offre aussi une importante contribution au débat contemporain sur la surmasculinité de l'espace public. Mais le livre ne se contente pas d'esquisser une archéologie de la rue contemporaine, il met surtout en question nos perceptions du pittoresque, appelant même à « politiser la nostalgie qui façonne le regard contemporain sur le Paris disparu » (p. 407). Alors que Gallica facilite désormais la mise à disposition numérique des images du passé, objets de commerce et de fascination pour aujourd'hui, il est important de garder à l'esprit que ces représentations étaient le fruit d'une organisation sociale et de regards dont nous ne devons pas oublier les préjugés.

**Arnaud-Dominique Houte**

Histoire, Sorbonne-Université

Centre d'Histoire du XIX<sup>e</sup> siècle

**Ophélie Rillon – *Le genre de la lutte. Une autre histoire du Mali contemporain (1956-1991)***

2022, Paris, ENS Edition, 244 p.

Avec cet ouvrage issu de sa thèse soutenue en 2013, Ophélie Rillon propose une histoire des luttes dans le Mali contemporain au prisme du genre. Elle s'intéresse ici aux décennies fondatrices de la nation malienne, des années 1950 à la révolution de 1991, à partir des mouvements contestataires, période de reconfiguration des hiérarchies sociosexuées. Cherchant à comprendre comment le genre opère dans ces contextes, Ophélie Rillon s'inscrit dans le renouveau historiographique en cours sur les décolonisations et les constructions nationales africaines, plus sensible aux interactions entre les différents acteurs. Elle innove dans sa méthode, notamment en proposant une histoire « par le bas » adossée à une enquête

orale menée entre 2005 et 2013 au Mali, recoupant 45 entretiens et des fonds privés.

Au sein de l'Union des Femmes Soudanaises (organe de l'US-RDA, parti anticolonial installé à la tête du Soudan français depuis 1956), c'est l'engagement des élites féminines maliennes, instruites dans les écoles coloniales qui est d'abord mis en lumière par l'historienne. Avec l'accession de ce parti unique au pouvoir, les dirigeants socialistes s'emparent de la question féminine et se portent garant d'une certaine égalité des sexes. Dans le Mali désormais indépendant, de nombreux débats publics entourent la question du mariage polygame jusqu'à l'instauration du Code de la Famille en 1962, où des mesures comme la laïcisation du mariage, l'interdiction du mariage forcé, l'augmentation de l'âge minimal au mariage sont autant de signes de la prise en compte des revendications féminines de l'UFS. L'année qui suit voit la création de la Commission Sociale des Femmes (CSF), instance de propagande pour les masses et de contrôle social, tenue par des femmes proches du parti unique. Celles-ci défendent d'un côté la maternité patriotique comme devoir civique des femmes envers la nation à construire et de l'autre la femme-citoyenne participant activement à la vie politique. C'est dans l'éducation à la jeunesse que l'égalité entre homme et femme prend corps, avec l'intégration de tous les jeunes de 8 à 25 ans dans la jeunesse unique du parti depuis 1960 et l'instauration de la mixité à l'école dès 1964. On retrouve des jeunes filles portant des armes dans les brigades de vigilance, brouillant temporairement les frontières du genre.

En s'intéressant en parallèle aux révoltes des années 1960-1968, Ophélie Rillon analyse ensuite le genre des transgressions et des représentations dans ce contexte autoritaire. Si les émeutes des commerçants en 1962 ont été représentées par les historiens comme des contestations explicitement masculines, les femmes ont pourtant participé au mouvement avec des revendications propres, invisibilisées car elles échappent au traitement répressif. Pour ce qui concerne la rébellion armée touarègue qui ébranle le pays de 1963 à 1964, l'agentivité des femmes touarèg a été minimisée dans les archives socialistes, alors même qu'au-delà du champ de bataille, elles ont joué un

rôle dans la lutte, notamment par la collecte de renseignements ou encore le vol d'armes dans les camps militaires socialistes. L'historienne montre également les résistances féminines quotidiennes à l'organisation scolaire mais aussi la législation matrimoniale de l'État socialiste, qui restreignait les stratégies d'émancipation des femmes rurales.

Après une décennie de contrôle social accru (brigade des mœurs, « révolution active » de Modibo Keita, chasse aux « yéyés »), l'arrivée des militaires au pouvoir en novembre 1968 entraîne dans un premier temps une libération des corps. On assiste dès 1971 à la mise en place d'un projet de planning familial à Bamako. Le changement de régime a permis une résurgence et un renouvellement des revendications féminines (lutte contre les discriminations au travail, droit à disposer de son corps, droit à la participation politique). En 1974, l'Union nationale des femmes du Mali (UNFM) est créée et diffuse ses idées auprès d'un large public. Pourtant, dans le contexte de crise économique que connaît le Mali, un nouveau groupe contestataire opposé au régime militaire de Moussa Traoré voit le jour : les jeunes scolarisés.

De 1977 à 1980, le pays est traversé par des mobilisations étudiantes où s'affrontent deux modèles divergents de masculinité : celle des élites militaires d'une part, celle des élites intellectuelles d'autre part.

À partir de cette hégémonie masculine, Ophélie Rillon montre comment la participation féminine a été occultée dans la reconstruction mémorielle pour valoriser la virilité des camarades de lutte. Elle évoque pourtant l'émergence dans ces années d'une nouvelle figure militante, celle de « l'étudiante contestataire », à l'image de Bintou Maïga ou de Rokya Kouyaté. Elle s'intéresse également à la résurgence de la figure maternelle dans ce contexte de crise, utilisée comme gage de légitimité dans chaque camp. Les femmes lettrées de l'UNFM jouent de leur rôle de mères éducatrices pour dialoguer avec les étudiant·es et demander un retour au calme. De l'autre côté, des mères de milieu populaire se joignent aux émeutes étudiantes, usent de la violence et apportent un soutien logistique. Ophélie Rillon atteste du même processus d'effacement des femmes

dans la mémoire des luttes syndicales des années 1980, marginalisées cette fois-ci par le système de cooptation des milieux syndicaux, compliquant l'accès aux postes à responsabilités.

L'historienne étudie dans un dernier temps les combats clandestins des années 1980 en faveur de la démocratisation du régime, qui s'officialisent en 1990 intensifiant ainsi la lutte. S'il s'agit majoritairement d'hommes urbains et salariés, la lutte clandestine compte de nombreuses femmes de ces mêmes milieux socioprofessionnels. Elles ont les mêmes rôles que leurs homologues masculins dans les structures de base (diffusion de tracts, formations politiques, collages, participations aux meetings et manifestations) bien qu'elles soient sous-représentées dans les instances dirigeantes. Absentes de l'historiographie, des militantes intellectuelles se sont pourtant constituées en réseau clandestin et ont fait émerger, à l'aide d'une presse d'opposition, un discours critique et concurrent à celui de l'UNFM. Elles revendiquent, entre autres, la nécessité de s'organiser en mouvement féminin autonome, refusant d'être cantonnées aux questions sociales. Elles fondent le collectif des femmes du Mali (COFEM) et prennent la parole publiquement en 1991 pour réclamer un multipartisme au Mali.

D'octobre 1990 à mars 1991, le pays est de nouveau plongé dans une crise politique, menant aux sanglantes journées insurrectionnelles des 22-26 mars 1991, avec l'arrestation du président Moussa Traoré et l'instauration du Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP). Ophélie Rillon dresse un profil des insurgées, à partir de la liste des femmes présentées au procès de 1992 « Crime de sang », intenté aux dirigeants du régime tombé. Les femmes des classes populaires représentent la majeure partie des victimes de la répression militaire (61 %), ce qui dénote avec les précédentes mobilisations maliennes. L'ampleur des événements de 1991 a précipité leur mobilisation et explique qu'elles soient omniprésentes à côté des hommes. Elles usent en outre des mêmes armes et des attributs vestimentaires que les hommes, s'attaquent aux forces de l'ordre, construisent des barricades, pillent des magasins. L'historienne montre cependant les biais des sources qui tendent à accentuer la différence sexuée dans

l'action collective. En effet, la construction mémorielle des événements par le CTSP a réévalué la place des femmes mobilisées à l'aune des valeurs maternelles, en leur attribuant un rôle passif, uniquement liées au mouvement par la mort de leur enfant.

L'étude d'Ophélie Rillon témoigne d'une concurrence mémorielle qui se joue entre les différents groupes sociaux et développe une nouvelle historicité des luttes féminines et féministes au Mali. En analysant le silence des archives et des témoins, elle met en lumière la transgression des rôles sexués sur le temps court, mais également l'essentialisation des femmes comme mères dans les luttes. En scrutant les mutations de genre au cours d'événements protestataires publiques, Ophélie Rillon atteste également de l'exclusion quasi systématique de ces femmes dans le discours de l'espace politique contestataire. Pourtant le genre a bien été au cœur des mécanismes de pouvoir de la construction nationale malienne, et l'étude présente les déstabilisations de l'ordre du genre et l'évolution des revendications féministes au cours du second XX<sup>e</sup> siècle au Mali, témoignant ainsi du rôle des études de genre dans la compréhension historique des mobilisations politiques africaines.

**Nino Leroy**  
Université Lyon 2